

Depuis 1984, les Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud soutiennent des projets d'organisations paysannes fondées par d'anciens migrants dans la région du bassin du fleuve Sénégal. Ces initiatives visent le développement de l'agriculture familiale dans un souci de souveraineté alimentaire, des formes démocratiques d'organisation sociale et la défense des droits des paysans et paysannes. En tant que membre de la Fédération genevoise de coopération, notre association reçoit des financements des collectivités publiques. Les coopérateurs des Jardins de Cocagne sont également partie prenante car un pourcent du chiffre d'affaires est versé pour les projets en Afrique.

Rapport d'activités 2018

Les projets en Afrique

Association des planteurs et maraîchers de Maréna (APM), Mali

Construction d'un second barrage, pratiques innovantes et renforcement des capacités des horticulteurs

Contributions à travers la FGC : Commune de Carouge / Commune de Onex / Direction du développement et de la coopération (DDC) / Etat de Genève

La zone de Maréna est située au bord de la rivière Kolimbine, un affluent du Sénégal dont le débit est lié à l'importance et la durée de la saison pluvieuse. Depuis plusieurs années des paysans y cultivent des légumes mais l'irrégularité des pluies ne permet ni un développement des surfaces ni l'assurance de la durée de la période de production.

Les programmes développés par l'Association des Planteurs et Maraîchers de Maréna visent en particulier à renforcer la production maraîchère de la zone. Pour cela deux barrages ont été construits pour retenir l'eau et des formations ont été mises en place pour améliorer le niveau technique des producteurs.

Récemment l'APM a rehaussé les barrages pour pouvoir retenir plus d'eau en vue des années de faible pluviométrie. Ce projet concerne environ 1500 personnes dont 80 % sont des jeunes et des femmes qui voient leur production, donc leurs revenus, progresser. Pour les jeunes le maraîchage constitue une alternative à l'émigration et pour les femmes plus de facilité pour couvrir les dépenses quotidiennes.

La production est possible pour la plupart des producteurs sur toute l'année, des techniques d'amélioration de la production et des systèmes collectifs de stockage

et de commercialisation sont mises en place. L'association des producteurs dispose également d'un fonds de crédit pour faciliter l'accès de ses membres aux intrants et au



Repiquage de pépinière d'oignon



Récolte / stockage d'oignons en plein champ

Assemblée générale

Ouverte à toutes et tous, intéressés au travail des Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud

Lundi 17 juin 2019, 20h00

Salle commune
Chemin des Ouches 14
1203 Genève

matériel agricole nécessaire à la production, 140 prêts ont été réalisés avec un taux de remboursement à l'échéance de 98%.

En 2018 le résultat a été légèrement inférieur à 2017 du fait de la faible pluviométrie 2017 soit 12'000 tonnes de légumes produites autour des ouvrages dont 3'400 tonnes d'oignons.

Au terme du partenariat avec Jardins de Cocagne, il est très satisfaisant de relever que l'association des producteurs est autonome dans son fonctionnement, les maraîchers s'acquittant de cotisations et payant des droits pour l'eau.

Progressivement l'activité maraîchère devient une activité économique significative remplaçant les cultures traditionnelles rendues aléatoires par le manque de pluies.

Union des Producteurs Horticoles du Département de Bakel (UPHORBAK), Sénégal

Projet de sécurisation des filières oignons et piments

Demande de financement à la FGC en cours fin 2018 et accepté en avril 2019.

Active depuis 1998, l'Union des Producteurs Horticoles de Bakel (UPHORBAK) regroupe près de 5000 producteurs individuels ou en groupements (56 groupements) et mène des actions visant :

- le renforcement des aptitudes professionnelles des producteurs de la filière
- l'organisation de l'approvisionnement collectif en intrants et en équipements
- l'organisation de la filière, l'étalement des productions et de leur commercialisation
- la création d'un cadre de concertation entre producteurs, négociants et autorités de tutelle.

La collaboration entre l'UPHORBAK et les Jardins de Cocagne dure depuis 20 ans.

Suite à des contacts et des discussions avec l'Union, les Jardins de Cocagne ont proposé à la FGC un programme de 2 années pour soutenir :

- La production de semences d'oignons et de piment qui sera réalisée par des réseaux de paysans formés puis encadrés par les techniciens d'UPHORBAK. Les semences seront ensuite vendues dans la zone par ces paysans ou dans des zones de production plus lointaines par l'Union.
- L'appui à la commercialisation du piment : l'Union proposera aux producteurs le stockage de leur produit et leur en achètera une partie (à un prix plus



Culture de piment



rémunérateur que celui pratiqué par les commerçants) pour la revendre sur les marchés plus lointains.

- Le renforcement du fonds de garantie pour permettre aux groupements engagés dans la production de semences d'accéder à des crédits d'investissement et de fonctionnement.

Union des caisses locales d'épargne et de crédit dans le département de Bakel (UCLEC), Sénégal

Contributions à travers la FGC : Direction du développement et de la coopération (DDC), Etat de Genève

Ces CLEC ont été installées progressivement à partir de 1992 dans la région de Tambacounda au Sénégal pour pallier à l'absence de banques et pour attirer l'épargne locale et celle des migrants en France et ailleurs en vue de la transformer en outil de prêt au développement.

Les caisses gardent (et rémunèrent) l'épargne des sociétaires et accordent des crédits de différents types, à la consommation ou pour des investissements, surtout pour les femmes et les jeunes. A relever que les taux de remboursement approchent des 100%.

Une des priorités actuelles du réseau reste sa reconnaissance juridique par le système financier sénégalais, condition sine qua non imposée par l'Union monétaire Ouest-africaine (UMOA) pour la poursuite des activités. L'Union n'a pas obtenu cet agrément mais arrive à exercer légalement ses activités de micro finance avec le récépissé du Comité de Pilotage CLEC acquis auprès du tribunal départemental de Tambacounda et validé par le Sous-préfet de Kidira, qui, d'ailleurs, ne cesse d'apporter son soutien moral et administratif à l'Union.

L'autre priorité était la mise en œuvre des conditions matérielles et financières de l'autonomisation à la fin de ce programme, qui marque aussi la fin du partenariat



Responsables de caisses

financier avec les Jardins de Cocagne. Cet objectif a été atteint et l'Union est actuellement autonome. Elle arrive à un volume d'épargne et de crédit qui assure sa viabilité, elle assure la formation des employés et la sensibilisation des clients, les instances fonctionnent correctement.

Lutte contre le VIH/sida dans la région du bassin du fleuve Sénégal, (Sénégal, Mali, Mauritanie)

Contributions à travers la FGC : Communes de Carouge, de Meyrin et du Grand-Saconnex, Direction du développement et de la coopération (DDC), Ville de Genève

Ce programme travaille avec 4 partenaires principaux et 3 autres associations dans les trois pays, chacun avec sa vision et ses activités propres que ce soient l'information, la sensibilisation, l'accompagnement, le soutien scolaire ou économique, la lutte contre les discriminations et les tabous ou le plaidoyer auprès des autorités coutumières et officielles. Nous constatons de nouveaux enjeux au niveau de la prévention autour d'exploitations de mines d'or avec une toute une population qui vient s'installer dans la région, comme aussi au niveau de la prise en charge, un traitement antiviral étant proposé maintenant dès le diagnostic.

Les activités pour et avec les personnes PVVIH (personnes vivant avec le VIH) deviennent ainsi toujours plus importantes :

Djigui Sembe, l'association des PVVIH à Tambacounda, est un de nos partenaires. En collaboration avec l'A2C de l'Hôpital de Tambacounda, elle organise des groupes de parole et des repas communautaires. Notre bulletin No. 72 de mai 2018 décrivait le jardin potager cultivé avec succès par des membres de Djigui Sembe et lançait un appel pour financer l'achat de la maison qui sert de siège à l'association et que le propriétaire souhaitait vendre. Nous avons reçu une dizaine de contributions et remercions chaleureusement ces donateurs. L'association a aussi pu obtenir un soutien de la mairie de

La très grande diversité des effets sur le couple

Aucun modèle unique ne se dégage. Certes, la peur du divorce plane, et sa réalité est loin d'être absente, à l'initiative le plus souvent de l'époux, mais dans certains cas aussi à celle de l'épouse. Cependant, la poursuite de la coexistence, parfois amoureuse, parfois pacifique, parfois hostile, reste le cas le plus fréquent. Certaines femmes en profitent pour négocier à la hausse les avantages qu'elles attendent du mari. Quelques couples sortent renforcés de l'épreuve. D'autres explosent. Mais c'est la mort du conjoint, du fait probable de la maladie, qui le plus souvent dissout le couple. Il faut aussi noter les difficultés qu'ont la plupart des couples à se parler de ce sujet, même bien après le moment particulièrement douloureux, et souvent remis à plus tard, de l'annonce. Mais ce silence des couples n'est pas lié qu'au sida, il concerne aussi la sexualité, et va sans doute même beaucoup plus loin. Du côté des familles polygames, très fréquentes, les schémas sont variés. Si la rivalité et l'animosité bien connues entre coépouses peuvent se nourrir de la séropositivité de l'une d'entre elles et déboucher sur diverses formes de stigmatisation, on peut aussi rencontrer, plus rarement, des cas de solidarité entre coépouses face à cette adversité.



Dans le jardin de Djigui Sembe

Tambacounda. Le solde a été comblé par l'utilisation d'une ligne budgétaire 'divers et imprévu'.

Une deuxième rencontre des associations PVVIH de la région a été accueillie par Ladoo à Kayes en décembre 2018 et portait sur le thème « prise en charge psychosociale comme facteur de stabilité sociale et de réinsertion socio-économique ». Elle a permis un échange particulièrement intéressant sur le couple dont un extrait figure dans l'encadré.

Les activités du Comité

Le comité est aujourd'hui composé de 9 personnes, François Aubert, Serge Boulaz, Alfred Brungger, Reto Cadotsch, Renaud Christin, Mohamadou Gueye, Gail Hunter, Brigitte Studer, et Annette Zimmermann. En 2018 il s'est réuni à 7 reprises, en plus des séances de travail sur des projets spécifiques.

Les points forts du travail du Comité étaient en cette année 2018:

- Le travail sur un projet d'exposition sur les semences
- Un voyage au Sénégal de deux membres du comité
- La sortie du livre de Baganda Sakho
- La collaboration avec Uphorbak en vue d'un nouveau projet

Projet d'exposition sur les semences

Les discussions et les recherches en lien avec ce projet ont occupé une bonne partie de l'année 2018.

Au 20e siècle, nous avons déjà perdu $\frac{3}{4}$ de la diversité semencière que la Terre et les humains ont mis 10'000 ans à générer. La reproduction, la multiplication, l'échange et la vente des semences sont un enjeu fondamental pour l'avenir des paysans; ils détermineront le type d'agriculture et d'alimentation que nous laisserons aux prochaines générations. Nous souhaitons faire connaître ce thème au grand public et aux élèves du secondaire à travers une exposition itinérante. Comme pour les deux expositions précédentes, nous faisons appel à des artistes. L'exposition sera ancrée dans le vécu des jardiniers et des paysans tant en Suisse (notamment Semences de Pays et Jardins de Cocagne) qu'en Afrique

de l'Ouest. Un site internet fournira des informations supplémentaires ainsi qu'un dossier pédagogique.

Un dossier a été rédigé et adressé à un grand nombre de bailleurs de fonds potentiels. La Fédération Genevoise de Coopération et la Loterie romande ont accordé des contributions en 2018, mais il reste encore des cofinancements à trouver en 2019. Les délais de décision sont parfois très longs, ce qui freine le développement du projet.

En décembre 2017 Serge Boulaz et Brigitte Studer ont accompagné Anne Gueye, Uniterre, dans la visite de leur projet « renforcement de réseaux d'échanges entre paysans pratiquant l'agro-écologie au Sénégal » réalisé en collaboration avec l'Association sénégalaise des producteurs de semences paysannes (ASPPSP).



Photo : Serge Boulaz

Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural

Notre association se réjouit de l'adoption de cette déclaration par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève ainsi que par l'Assemblée générale de l'ONU à New York à la fin 2018. Elle est le fruit de 17 ans de lutte de la part des organisations paysannes, comme La Via Campesina, et des organisations qui les soutiennent comme le CETIM à Genève. Les éléments clés de la Déclaration sont le droit à la terre et aux ressources naturelles, le droit à un revenu décent et aux moyens de production, le droit aux semences, le droit à la sécurité sociale et la souveraineté alimentaire. Elle permettra aux

populations concernées de faire valoir leurs droits spécifiques et de participer à la prise de décisions au sujet de l'agriculture, de la pêche, des politiques agro-alimentaires et de toute thématique qui touche leurs communautés. La déclaration servira de référence pour l'établissement des programmes et politiques en lien avec les paysans. Que ce soit pour intégrer leurs droits dans les législations nationales ou pour négocier des accords de commerce internationaux. Ce sera un outil important pour les institutions et les défenseurs des droits humains.

Visite de deux partenaires africains en Suisse

Organisation d'une soirée avec Baganda Sakho

En collaboration avec le GRAD, nous avons organisé une soirée d'échange avec Baganda Sakho à l'occasion de la sortie de son livre « L'émigration n'est pas la solution » (Editions GRAD / Soxaana Fedde) le 4 juin 2018.

Baganda Sakho, ancien migrant et maire de Koar au Sénégal, est un partenaire de Jardins de Cocagne depuis le début de nos projets dans la région.

Visite de Mamadou Fade (Bakel, Sénégal)

Mamadou Fade, coordinateur des rencontres des partenaires du projet sida, nous a rendu visite en novembre 2018. Cela nous a permis de travailler sur les termes de référence pour l'évaluation du projet et sur les prochaines rencontres des partenaires. Une interview sur le projet a été réalisée et publiée par le Courrier « Le SIDA n'est plus tabou ».

Plateforme souveraineté alimentaire

Quelques phrases-clé de Reto Cadotsch lors de l'inauguration genevoise de l'exposition de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire « Agir aujourd'hui pour bien manger demain ».

Au niveau mondial, 70% de notre nourriture sont toujours produits par des petits paysans sur seulement 25% des surfaces cultivées de notre planète. Le modèle néo libéral nie cette réalité. Au lieu de nourrir directement les citoyens, les paysans sont forcés à se spécialiser pour devenir de simples fournisseurs de matière première à bas prix pour ceux qui transforment, distribuent et orchestrent les marchés.

Ces marchés globalisés ne répondent pas aux demandes ni aux besoins alimentaires des populations, mais a l'opportunité de faire des affaires.

Les paysans continuent à quitter les campagnes, et pourtant restent les seuls garants du lien entre la terre et notre assiette.

Sans paysans, sans leur savoir-faire, sans la maîtrise des outils de production dans chaque région de notre planète par les paysans, il ne sera jamais possible de décider démocratiquement entre tous les citoyens du monde ce que nous voulons manger demain.

L'accès à la terre, les semences paysannes, le droit de se défendre contre des importations à bas prix qui démolissent les marchés locaux, le droit à une alimentation saine, maintenir les savoir-faire et les moyens de production et de transformation paysans, les liens entre la terre et notre assiette, sont des thèmes de base dans chaque société.

La souveraineté alimentaire demande que les décisions qui concernent notre nourriture de demain deviennent l'affaire de nous tous et que notre alimentation soit prise en main par la société civile appuyée par les pouvoirs publics.

Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud ont régulièrement participé aux séances de la Plateforme de souveraineté alimentaire de la Fédération genevoise de Coopération.

Nous étions également présents à un stand de la Plateforme dans le cadre d'Alternatiba et lors d'une journée « Les amitiés végétales, associations de plantes au Nord et au Sud » à la Touvière à Meinier. La Plateforme a participé à l'élaboration d'une exposition itinérante « La souveraineté alimentaire : Agir aujourd'hui pour bien manger demain », soutenu par la FEDEVACO et la FGC et qui a été montrée lors de nombreuses manifestations dans les cantons de Vaud et de Genève dès mai 2018. Elle a permis un dialogue sur les enjeux de la souveraineté alimentaire avec un public large et diversifié et constitue un outil précieux à utiliser.

Initiative sur la Souveraineté alimentaire.

Les Jardins de Cocagne ont soutenu activement l'initiative sur la Souveraineté alimentaire votée le 23 septembre 2018. L'initiative a été malheureusement rejetée par le peuple suisse. Toutefois, l'acceptation par quatre cantons romands, notamment à Genève avec 60% de oui, est source de grande satisfaction.

Les projets sont financés à travers la Fédération genevoise de coopération (FGC) par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), le Canton de Genève, la Ville de Genève et plusieurs communes genevoises. La coopérative met 1% de son chiffre et des coopérateurs et d'autres amis appuient nos projets par leurs dons.

Nous remercions tous et toutes de leur soutien.

**Les Jardins de Cocagne –
Solidarité Nord et Sud**

66, ch. des Plantées
1285 Ségognin – Athenaz

www.cocagne.ch - solisud@cocagne.ch
CCP 30-175347-2

**Membre de la
Fédération
genevoise de
Coopération
(FGC)**

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**